

LES SIX AVEUGLES ET L'ÉLEPHANT

Tandis que la Bourse de Tokyo descend en enfer, anticipant l'évolution mondiale par la grâce du décalage horaire, je me souviens de la Nuit blanche de samedi dernier, ce qui n'est pas bien sérieux.

Il y eut le tournage d'un film de Bollywood sur le parvis de la gare de Lyon, un vrai tournage dirigé par un jeune et doux metteur en scène, une troupe de danseuses peu vêtues régies par un dragon indien, une femme dans une grande parka bleue qui faisait manœuvrer ses demoiselles frigorifiées, une musique tonique et parfois stridente autour d'une chanson vantant les rencontres amoureuses à Paris. Le public nombreux est resté longtemps à goûter cette création sérieuse et joyeuse. Les pays émergents ont du bon qui, à force de vrai travail, puise dans leur tradition l'élan pour se projeter dans l'avenir.

Il y eut aussi, dans la très belle église Saint-Eustache (où est enterré Colbert), la projection d'un film : « Les six aveugles et l'éléphant. » Au milieu d'un stade décrépit, six aveugles arrivent en file indienne et s'assoient face à un éléphant paisible qu'ils vont explorer à tour de rôle. Leurs mains se promènent sur la peau rugueuse, apprécient la texture plus soyeuse de l'oreille et ils se demandent quels peuvent être la taille et le comportement de cette masse chaude qui se prête gentiment à leurs tâtonnements.

Devant un système financier qui chute en vrille, nous sommes comme les aveugles du film, à cette différence près que l'éléphant, que nous palpons à chaque bulletin d'information, est agité de soubresauts inquiétants et nous sentons confusément que cet animal, méchant ou paniqué, risque de nous marcher sur les pieds et de nous blesser gravement.

Bien évidemment, nombreux sont ceux qui parquent pour dire : « Je vous l'avais bien dit » et, moi-même, j'avais dénoncé dans des lettres anciennes l'absurdité d'un système qui vise des rendements financiers mirifiques que ne peut produire une activité économique, aussi efficace soit-elle, comme celle de Toyota.

Depuis longtemps, la finance spéculative avait décroché de la finance réelle. La finance spéculative, celle de l'argent pour l'argent, il n'est pas besoin de l'expliquer : elle se désagrège sous nos yeux. La finance réelle, c'est l'activité saine qui consiste à collecter l'épargne et à asseoir dessus des crédits pour que les familles puissent acheter un logement ou des entreprises acquérir des équipements. Avec un euro de dépôt, on peut organiser un crédit de cinq à dix euros, qui permet de financer la croissance. Les revenus tirés de la croissance permettront de rembourser le prêt. Le tout est surveillé par des autorités qui veillent à ce que les risques pris soient connus et raisonnables. C'était la finance de nos

grands-pères, celle des trente glorieuses (1945-75). Ce sera la finance de nos petits-fils, quand la poussière de l'écroulement de la finance spéculative sera retombée.

Rien de cette crise n'était inattendu. Elle ne tombe pas du ciel, comme une catastrophe naturelle. Elle a été fabriquée par des hommes, par ceux qui ont joué au casino de la finance spéculative et par ceux qui les ont laissé faire. Revenons neuf ans en arrière. C'était le 15 décembre 1999, sous le plafond de verre du Bundestag, la première réunion du G20. Vingt ministres des Finances et 20 gouverneurs de banques centrales étaient présents. Pour l'Amérique : les Etats-unis et le Canada, le Mexique, le Brésil et l'Argentine. Pour l'Asie, le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée, l'Indonésie, l'Arabie saoudite et l'Australie. Pour l'Europe, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France (votre serviteur) et l'Italie, la Commission, mais aussi la Turquie et la Russie. Et l'Afrique, souvent oubliée, était représentée par l'Afrique du sud.

Les communiqués issus de ce type de conférence sont d'habitude des merveilles insipides. Cette fois, c'était différent : la belle ambition affichée était d'« atteindre une croissance économique mondiale, stable et durable, qui profite à tous ». Le mot « vulnérabilité » était cité trois fois en un seul paragraphe, dont la « vulnérabilité du système financier mondial ». Et aussi : « des taux de change non-viables sont un facteur critique de vulnérabilité ». Et enfin : « les ministres et les gouverneurs ont échangé des idées sur le rôle que pouvait jouer la collectivité internationale afin d'aider à réduire la vulnérabilité aux crises. » Et n'oublions pas le bel appel à la transparence, formulé il y a neuf ans, quand nous constatons aujourd'hui que l'opacité de la finance spéculative aggrave la crise de jour en jour.

Je passe sur le remarquable « Accord pour une croissance durable » que le G20 a publié en 2004, qui conjugait recommandations mondiales et bonnes résolutions nationales. Ni les recommandations ni les bonnes résolutions n'ont été suivies de la moindre action.

Pire, on commence à savoir que c'est en 2004 que les dernières prudences ont été abandonnées. L'autorité régulatrice américaine, la « Securities Exchange Commission », a plié devant le lobbying des cinq principales banques d'investissement (l'une étant représentée par un certain Paulson), qui refusaient d'être soumises aux règles des banques ordinaires (IHT 4-5 oct. 08). C'est la même année que le dirigeant de Fanny Mae, fasciné par l'argent facile et les bonus extravagants, a perdu toute lucidité, malgré les mises en garde de toute son équipe dirigeante.

Aucun responsable ne peut dire aujourd'hui : « On ne savait pas », pour s'exonérer de la lourde faute de n'avoir rien fait. Le scénario du film catastrophe avait été écrit par le G20, alors que les assemblées générales du Fonds Monétaire International se noyaient dans le champagne. Autant le FMI sait faire les gros yeux aux petits pays d'Asie ou d'Afrique pour leur imposer l'austérité, autant il a une timidité de jeune fille quand il s'agit de faire le moindre reproche à son actionnaire principal, les Etats-Unis.

Que va-t-il se passer maintenant et que peut-on faire ? La crise n'est pas finie, hélas. L'effondrement de la finance spéculative (les titres

pourris, les fonds aventureux, les carambouilles multiples) a suscité la peur dans la finance réelle. Les banques les plus sages (celles dont on riait il y a quelques mois parce qu'elles gagnaient moins que les joueuses de casino) ne savent plus à qui faire confiance : le crédit de banque à banque a disparu. Et comme elles ne sont plus sûres du remboursement des crédits accordés aux entreprises et aux ménages, elles cessent de leur faire de nouveaux prêts. Cela vaut pour les meilleurs emprunteurs. Ainsi, l'État de Californie, un bel éléphant vraiment, demande à l'État fédéral 7 milliards de dollars pour faire la soudure entre ses dépenses régulières et ses recettes qui ne rentreront qu'au début 2008.

Une économie sans crédit n'est pas une économie menacée de récession, mais elle risque la dépression, c'est-à-dire une chute forte de l'activité et du niveau de vie. Les gouvernements occidentaux cherchent désespérément à relancer le moteur du crédit, qui est noyé par les mauvaises dettes. Jusqu'à présent, ils n'y sont pas arrivés, car la confiance a disparu. Plus exactement, les banques centrales et les États n'en sont pas à relancer la machine, mais à éviter qu'avec deux roues dans le vide, l'auto n'y bascule complètement. Cela se produirait si la défiance des banques entre elles se diffusaient aux épargnants, qui en viendraient à faire la queue aux guichets pour retirer leur argent. D'où la décision inédite d'une garantie sans limites des dépôts par des États comme l'Irlande ou l'Allemagne. Du coup, la vilaine maladie de la défiance commence à mettre en cause de petits États, tels l'Islande.

Que faire ? Il faut d'abord éteindre le feu très dangereux de la perte de confiance. Les États font ce qu'ils peuvent et, plus discrets, avec Bernanke aux USA et Trichet en Europe, les gouverneurs de banques centrales travaillent de façon bien coordonnée. Les citoyens que nous sommes ne peuvent que croiser les doigts en regardant les Canadiens passer au-dessus de nos têtes. Nous pouvons simplement souhaiter que les pays de l'Euro affichent une plus grande volonté d'agir ensemble, car il n'y aura de solution individuelle pour aucun des membres de l'Union européenne, même pour les plus puissants, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou la France.

Ensuite, il faudra reconstruire la maison commune de l'économie mondiale. Les Etats-Unis, dont la gestion désastreuse a précipité le monde dans la crise la plus grave depuis un siècle, n'auront pas de leçon à donner et leur monnaie ne pourra plus être « la » monnaie mondiale. Ce sont l'Europe, plus sage, et l'Asie, plus dynamique, qui devront être au premier rang d'un immense chantier visant à des taux de change stables et réalistes, la taxation de mouvements de capitaux à court terme visant le profit spéculatif plutôt que l'investissement productif, l'éradication des paradis fiscaux et j'en passe.

Bretton Woods avait organisé la finance mondiale après la guerre. Ce système a tenu une génération avant de se dégingliser. Pourquoi ne pas confier au G20 le soin de rebâtir de quoi « atteindre une croissance économique stable et durable, qui profite à tous » ?

Christian Sautter